



Personne publique / Pouvoir adjudicateur :

**Groupement des établissements en gestion directe de l'AEFE de Fès-Meknès
Lycée Paul Valéry
BPS 34, Avenue Moulay Youssef, Meknès - Maroc**

Objet de la consultation :

**PERSONNELS DE NETTOYAGE, D'ENTRETIEN DES LOCAUX ET PERSONNELS DE
RESTAURATION POUR LE GROUPEMENT DES ETABLISSEMENTS EN GESTION
DIRECTE DE L'AGENCE POUR L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS A L'ETRANGER A
FES-MEKNES**

Identification du signataire :

**L'Ordonnatrice du Groupement des établissements en gestion directe de
l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger à Fès-Meknès, Mme
Nathalie LALANNE**

Identification du comptable assignataire :

**L'Agent Comptable du Groupement des établissements en gestion directe de
l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger à Fès-Meknès, Mme
Marie-José BOURGEOIS**

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

JEUDI 03 JUILLET A 12 HEURES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 : VISITE DES LIEUX	3
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	3
ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE	4
ARTICLE 6 : VARIANTES ET TRANCHES.....	4
ARTICLE 7 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE.....	4
ARTICLE 8 : OBTENTION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 9 : REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	4
ARTICLE 10 : CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
ARTICLE 11 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	6

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

L'objectif actuel de ce marché consiste à déléguer au bénéficiaire la responsabilité de fournir du personnel pour les services de restauration, de nettoyage et d'entretien des installations de l'établissement.

Il s'agit d'un marché ordinaire mono attributaire. Les prestations définies au CCP ne sont divisées ni en tranches, ni en lots.

Le Bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (BDPGF) comprend par site (a- Lycée Paul Valéry b- GSU La Fontaine) :

- Un prix forfaitaire annuel lissé sur 12 mois pour le nettoyage et l'entretien des locaux,

Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) comprend :

- Un prix unitaire pour les prestations supplémentaires éventuelles, commandées par l'émission d'un bon de commande, qui correspondent aux prestations exceptionnelles de nettoyage en raison d'événements imprévisibles (nettoyage de la vitrerie, travaux, manifestations, réceptions, etc.) ou de demandes occasionnelles particulières (tarif unitaire de nettoyage d'une salle individuelle, de sanitaires).

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le Cahier des Charges (CCP) définissant le détail de l'ensemble des prestations à réaliser.

L'ensemble des prestations demandées est décrit dans les annexes.

La notification du marché, et sa reconduction expresse, emporteront conclusion des prestations forfaitaires, qui constitueront le montant minimum du marché.

ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION

Les candidats peuvent présenter leur candidature, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

La candidature sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement aux attributaires du marché.

Dans le cas où le candidat ferait une candidature sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire, les pièces administratives et techniques décrites ci-dessous concernant chaque membre du groupement devront être fournies. En outre, la lettre de candidature dûment complétée et signée sera jointe lorsque le mandataire sera habilité par les membres du groupement à signer l'acte d'engagement.

Une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

ARTICLE 3 : VISITE DES LIEUX

La visite des lieux est **obligatoire et devra être réalisée du 26 au 30 juin 2025**.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la non-visite des lieux sera éliminatoire.

Le rendez-vous est demandé par téléphone au moins 24 heures à l'avance.

La visite peut avoir lieu tous les jours hors période de fermeture et jours fériés.

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

1 ^{er} document	Règlement de la Consultation (RC)
2 ^e document	Acte d'Engagement (AE)
3 ^e document	Cahier des Charges Particulières (CCP)

RC Marché n° MEK-NETT 2025

4 ^e document	Bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
5 ^e document	Bordereau des Prix Unitaires (BPU) des prestations complémentaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date fixée pour la remise des candidatures était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

AVERTISSEMENT : Les soumissionnaires se doivent de signaler au pouvoir adjudicateur toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le dossier de consultation.

En cas de litige dans le courant du déroulement de la prestation, lié à une différence d'interprétation des documents contractuels, il est bien entendu que c'est l'interprétation du pouvoir adjudicateur qui fera foi.

ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas autorisée pour ce marché.

ARTICLE 6 : VARIANTES ET TRANCHES

Les candidats doivent présenter une candidature conforme au dossier de consultation.

ARTICLE 7 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter du 1^{er} octobre 2025.

Il est reconductible trois (3) fois par expresse reconduction du pouvoir adjudicateur deux mois avant la date anniversaire d'entrée en vigueur.

La décision de non-reconduction du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois avant son terme. Elle ne donne lieu à aucune indemnité.

Le marché prend fin au plus tard le 30 septembre 2028.

ARTICLE 8 : OBTENTION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Les candidats sont invités à télécharger les documents du dossier de consultation sur le site Internet du Lycée Paul Valéry (www.lpvm.org) / Rubrique Appels d'Offres.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de repousser la date de remise des candidatures au plus tard cinq (5) jours avant la date initialement fixée pour cette remise des candidatures.

ARTICLE 9 : REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures devront être remises en main propre à :

Lycée Paul Valéry
Intendance
Avenue Moulay Youssef – 50 000 Meknès

La candidature devra parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Elle devra être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « **Consultation pour MAPA PRESTATION DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DES LOCAUX DU GROUPEMENT DES ETABLISSEMENTS EN GESTION DIRECTE DE L'AGENCE POUR L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS A L'ETRANGER A FES-MEKNES** » et la mention « **NE PAS OUVRIR** ».

Les candidatures seront de préférence entièrement rédigées en langue française. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

Tous les documents du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) devront être paraphés et signés.

ARTICLE 10 : CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui.

LES DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE ET A L'OFFRE :

1) Les documents du dossier de consultation

L'ensemble des documents du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :

- Règlement de Consultation (RC),
- Acte d'Engagement (AE),
- Cahiers des Charges Particulières (CCP),
- Bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- Bordereaux des Prix Unitaires (BPU)
- Mémoire technique (format libre).

Tous ces documents devront être complétés, paraphés et signés.

2) Présentation des candidatures

Une **lettre de candidature** signée de présentation de la société et de son intention de soumissionner, ainsi que **l'habilitation de la personne ayant pouvoir d'engager la société** et une **attestation sur l'honneur** prouvant qu'il n'est sous le coup d'aucune interdiction d'exercer.

3) Autorisation de soumissionner :

Ces documents du 2) sont exigibles au seul candidat attributaire, toutefois il est recommandé de les produire dès le début de la consultation

- Une attestation de pouvoir pour le signataire.
- Les certificats sociaux et fiscaux (attestation de régularité sociale ou certificat social), datés, signés ou certifiés conformes à l'original s'il s'agit de copies.
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés ;

4) Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

- Inscription au registre professionnel (Registre du Commerce et des Sociétés, autoentrepreneur).

5) Capacité Economique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- Bilans ou extraits de bilan, le cas échéant, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
- Attestation d'assurance prouvant le niveau approprié d'assurance des risques professionnels

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

Capacités techniques et professionnelles :

1° Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront également pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

2° Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

3° Le mémoire technique du candidat. Il a pour objet d'apprécier la valeur technique de la candidature de l'entreprise au choix du candidat.

4° L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public ;

5° Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;

6° Les agréments des fabricants.

ARTICLE 11 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature et d'offre dans un délai approprié et identique pour tous.

EXAMEN CANDIDATURE ET OFFRE :

La Personne Publique procédera à la vérification de la production des documents justificatifs relatifs aux conditions de participation, avec notamment :

- La justification d'un niveau de capacité minimal proportionné à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution (Capacité Economique et financière) : Le candidat doit justifier d'un niveau approprié d'assurance des risques professionnels pour l'exécution du présent marché, et d'un chiffre d'affaire permettant l'exécution du présent marché.

- Les capacités techniques et professionnelles, par, notamment, la qualification professionnelle, l'expérience, les moyens humains et matériels pour l'exécution du marché.

Les offres devront être conformes aux prescriptions du cahier des charges. Elles seront jugées à partir des critères suivants :

1. **Le prix : 60%** - Il sera apprécié en fonction du BDPGF et des BPU.
2. **La valeur technique : 40%** - Appréciée en fonction des dispositions décrites par le candidat dans le mémoire technique.

Les candidats dont l'examen du dossier aura fait apparaître des manquements importants au regard des exigences définies dans le cahier des charges seront écartés.

ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent s'adresser :

Renseignements techniques et administratifs :

Renseignements administratifs :

 sg@lpvm.org
 floudiyi@lpvm.org

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation pour motif d'intérêt général.